

MARCHE N°25-004RH

CCAP

Centre national des Œuvres Universitaires et scolaires

[60 boulevard du lycée - 92170 Vanves]

MARCHE PUBLIC DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA
COMMUNICATION

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Fourniture d'un outil de traitement des candidatures

Marché passé en Appel d'offre ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et
R. 2161-2 à R. 2161- du Code de la commande publique.

TABLE DES MATIERES

	Objet du marché	6
	Allotissement	6
	Dispositions générales du marché	6
1.	3.1 Forme du marché	6
2.	3.2 Modalité de l'émission des bons de commande	6
3.	3.3 Durée du marché	7
	3.4 Délai d'exécution des prestations à bon de commande	7
	Pièces constitutives du marché	8
	Obligations du Titulaire	8
4.	5.1 Protection de la main d'œuvre	8
5.	5.2 Réparation des dommages	9
	5.3 Assurances	9
	5.4 Autres obligations	9
	5.4.1 Obligations relatives à la sous-traitance	9
	5.4.2 Confidentialité	10
6.	Modification du contrat en cours d'exécution	10
	6.1 Modifications relatives au titulaire	10
	6.2 Modifications des prestations	11
7.	Modalités d'exécution des prestations	12
	7.1 Délais d'exécution des prestations	12
	7.1.1 Demande de prolongation du délai d'exécution	12
	7.2 Lieux d'exécution des prestations	12
8.	7.2.1 Lieux de réalisation	12
	7.3 Gestion et suivi du contrat	12
	Constatation de l'exécution des prestations	12
	8.1.1 Vérifications	13
9.	8.1.2 Vérification qualitative	13
	8.1.3 Admission	13
	8.1.4 Garantie	13
	Règlement général sur la protection des données (RGPD)	13
	9.1 Obligations du sous-traitant	13
	9.2 Droits de la personne concernée	14
	9.3 Entraide des Parties	14
	9.4 Mesures de sécurité	14
	9.5 Délégué à la protection des données	14
	9.6 Registre des catégories d'activités de traitement	14
	9.7 Documentation	15
	9.8 Durée	15

	Prix	15
10.1	Nature et contenu des prix	15
10.2	Variation des prix	15
	Avance	16
	Modalités de règlement et de facturation	16
10.	12.1 Modalités de paiement	16
	12.2 Régime et délais de paiements	17
11.	12.3 Intérêts moratoires	17
12.	Respect des principes de la republique	18
	Pénalités	18
	14.1 Pénalités de retard dans la transmission de document	18
13.	14.2 Pénalités de retard dans le fonctionnement de l'outil mis à disposition	18
14.	14.2.1 Pénalité de retard pour la mise en œuvre de l'outil	18
	14.2.2 Pénalités pour non-respect du délai d'assistance fonctionnelle	19
	14.2.3 Pénalités pour non-respect des délais	19
	14.3 Pénalités pour travail dissimulé	19
	Nantissement ou cession de créances	19
15.	Résiliation	19
16.		
17.	Litiges	20
18.	Dérogations au CCAG-TIC	20

OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la fourniture d'un outil de traitement des candidatures.

Les prestations sont décrites et définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

¹ Dans un souci de rationalisation du processus d'achat, un groupement de commandes est constitué conformément aux articles L 2113-6, L 2113-7 et L 2113-8 du code de la commande publique, regroupant plusieurs crous du réseau.

La liste des adhérents est fournie en annexe n°1 de ce présent CCAP. Le Crous en assure les missions de coordonnateur du groupement.

ALLOTISSEMENT

² Conformément à l'article L 2113-10 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre ne fait pas l'objet d'un allotissement, son objet ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHE

3.

3.1 Forme du marché

Le présent accord-cadre est mono attributaire.

Il est conclu à prix unitaire sur la base des éléments figurant au bordereau des prix unitaires (annexe financière à l'acte d'engagement). Les prestations donneront lieu à l'émission de bons de commande, conformément aux articles R 2162-2 alinéa 2 et 2162-4 2° du Code de la commande publique, sans montant minimum et avec un montant maximum total de 1 200 000 € HT sur la durée du marché.

Obligations relatives au suivi financier du montant maximum

Afin de permettre au Pouvoir Adjudicateur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu d'alerter le Pouvoir Adjudicateur (Crous) lorsque les consommations atteignent **75 % du montant maximal** du présent marché.

3.2 Modalité de l'émission des bons de commande

Au sein du service émetteur, les personnes habilitées à émettre les bons de commande sont les représentants des Crous ou toute personne ayant reçu délégation.

Le Pouvoir adjudicateur exprime au Titulaire son besoin à travers l'émission des bons de commande.

Aucun bon de commande ne peut être émis au-delà de la validité du marché

A minima les renseignements suivants sont portés sur le bon de commande :

- le numéro du bon de commande,
- le service émetteur et le nom du demandeur,
- les références du marché et du Titulaire,
- l'adresse de facturation,
- la date de début d'exécution des prestations,
- le délai d'exécution,
- la date d'émission du bon de commande,
- le montant HT / TVA / TTC,
- le descriptif de la prestation ou le détail des fournitures,
- les modalités de facturation (100% après service / Paiement partiel autorisé / Paiement d'avance),
- les livrables attendus le cas échéant,
- la référence au devis / au BPU / a la DPGF le cas échéant,
- la révision appliquée le cas échéant.

En cas d'envoi du bon de commande par courrier électronique, le Titulaire est réputé l'avoir reçu au plus tard dans un délai d'un jour ouvré suivant la date d'envoi. A cet effet, il appartient au Titulaire de communiquer au Pouvoir adjudicateur la ou les adresse(s) électronique(s) des destinataires.

3.3 Durée du marché

Le marché prend effet, pour chacun des membres du groupement, à la date d'entrée en vigueur indiquée dans le tableau figurant en annexe 1 du présent document jusqu'au 31 décembre 2026. Il est renouvelable par tacite reconduction à compter de cette date, pour une durée de douze mois, dans la limite de deux fois, soit une date de fin maximale, pour l'ensemble des Crous, et quelle que soit la date d'entrée en vigueur dans le présent marché, au 31/12/2028.

Dans tous les cas, en cas de non- reconduction, le pouvoir adjudicateur devra en avertir le titulaire du marché 2 mois avant la date d'échéance du marché par courrier envoyé par tout moyen (courriel, papier). Le titulaire du marché ne peut refuser la reconduction conformément à l'article R 2112-4 du Code de la commande publique.

L'attention du Titulaire est donc attirée sur le fait que les dates d'entrée en vigueur pour chacun des Crous s'échelonneront dans le temps, avec une date de fin commune de la période ferme fixée au 31/12/2026.

3.4 Délai d'exécution des prestations à bon de commande

Le délai d'exécution des prestations sera fixé dans chaque bon de commande.

Les bons de commande pourront s'exécuter au-delà de la date de fin du marché à la condition qu'ils aient été signés et adressés au titulaire préalablement à cette date.

PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissant, les suivantes :

4.
 - L'acte d'engagement et son annexe financière ; soit le Bordereau des prix Unitaires (BPU) et le détail Quantitatif estimatif (DQE)
 - Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe 1 (liste des membres du groupement)
 - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : engagements environnementaux du candidat
 - Annexe 2 : « S'identifier avec Crous Connect »;
 - Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-TIC) applicable aux marchés publics des techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
 - Les bons de commande émis au titre du présent marché ;
 - Le cadre de réponse remis par le Titulaire.

Ces pièces seront appliquées dans leur version la plus récente, intégrant ainsi les modifications qui pourraient être apportées par avenant. Les documents et correspondances relatifs au marché sont rédigés en langue française. Les exemplaires conservés par l'administration font seuls foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG TIC la notification implique la remise au titulaire d'une copie de l'acte d'engagement signé et de son annexe. Il ne sera pas remis de copie de l'offre technique du titulaire (mémoire technique...) ni du CCAP et du CCTP. La version de ces derniers qui fait foi est celle conservée par le pouvoir adjudicateur.

5.

OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1 Protection de la main d'œuvre

Le Titulaire remet tous les 6 mois :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du contrat, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, produire une copie de déclaration de détachement certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France (Décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le Titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale en cours de validité.

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du contrat et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de l'article L. 8222-6 du Code du Travail (Modifié par la loi n°2013-1203 du 23 décembre 2013 - art. 83), toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise ainsi mise en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

La personne morale de droit public informe l'agent auteur du signalement des suites données par l'entreprise à son injonction.

A défaut de respecter les obligations qui découlent des premier et troisième alinéas de l'article cité *supra* ou, en cas de poursuite du contrat, si la preuve de la fin de la situation délictuelle ne lui a pas été apportée dans un délai de six mois suivant la mise en demeure, la personne morale de droit public est tenue solidairement avec son cocontractant au paiement des sommes mentionnées aux 1° à 3° de l'article L. 8222-2, dans les conditions fixées à l'article L. 8222-3.

5.2 Réparation des dommages

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-TIC, les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du Titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause.

Le Titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

5.3 Assurances

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, conformément à l'article 9 du CCAG-TIC.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

5.4 Autres obligations

5.4.1 Obligations relatives à la sous-traitance

Le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-10 et suivants du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le Titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L2141-1 et suivants du code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise Titulaire du marché.

5.4.2 Confidentialité

Le Titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au contrat.

6.

MODIFICATION DU CONTRAT EN COURS D'EXECUTION

Le marché peut être modifié conformément aux articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

6.1 Modifications relatives au titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le Pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du Pouvoir adjudicateur. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du Pouvoir adjudicateur.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale

- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un extrait original du registre du commerce et des sociétés datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion - absorption de la société Titulaire
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le Pouvoir adjudicateur fera l'objet d'un avenant conclu entre le Pouvoir adjudicateur, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

6.2 Modifications des prestations

Conformément aux articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier la masse initiale des prestations, à la hausse ou à la baisse, en cours d'exécution du marché, sur la base d'une proposition financière du titulaire accepté par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur peut ainsi ajouter ou retirer des structures, en tout ou partie, afin de tenir compte des modifications d'utilisation des sites et s'approcher de leur utilisation réelle.

En cas de modification des prestations, l'incidence financière sera calculée selon la règle de proportionnalité.

Le titulaire est tenu d'accepter les modifications relatives à l'ajout ou au retrait de site, en tout ou partie. Ces modifications dans l'exécution des prestations intervenues en cours de période feront l'objet d'un avenant récapitulatif.

Ces modifications ne devront pas avoir pour effet de changer la nature globale du contrat. Dans le cas contraire, et conformément à l'article L.2195-6 du Code de la commande publique, le marché public pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur.

A cet égard, le titulaire adressera au Pouvoir adjudicateur le détail des mesures proposées avec leur coût détaillé. Une rencontre sera alors organisée afin de déterminer les mesures qui peuvent être retenue en vue d'une modification des clauses contractuelles et leur impact financier. Un avenant sera alors rédigé et contractualisé.

Enfin, le présent marché peut être modifié en cas de changement d'indice INSEE et dans les cas listés aux articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique.

MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 Délais d'exécution des prestations

Le Titulaire est engagé sur les délais de mise en place et de réalisation figurant à l'appui de son offre. Les délais pour assurer la maintenance de l'outil figurent dans le CCTP et leur non-respect donne lieu aux pénalités de retards précisées dans l'article 14.2 du présent CCAP.

7.1.1 Demande de prolongation du délai d'exécution

Le pouvoir adjudicateur peut accorder au Titulaire une prolongation des délais d'exécution fixés dans le CCTP, le CCAP ou dans l'offre technique du Titulaire, lorsque le Titulaire est dans l'impossibilité de respecter le délai du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement à caractère de force majeure.

Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire devra informer le pouvoir adjudicateur des causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel. Il y indiquera la durée de la prolongation demandée.

Une prolongation des délais ne peut en aucun cas entraîner une augmentation du coût de la prestation.

7.2 Lieux d'exécution des prestations

7.2.1 Lieux de réalisation

Les réunions prévues dans le cadre de l'accord-cadre se tiennent dans les locaux du Cnous ou du Crous concerné. Elles peuvent également se tenir en visio-conférence sur demande formelle du Pouvoir Adjudicateur.

Les comptes-rendus de réunions sont à la charge du Titulaire dans un délai de cinq jours ouvrés. Le non-respect de ce délai est susceptible de donner lieu à l'application de pénalités, conformément à l'article 14 du présent document.

Pour les Crous situés en outre-mer et en Corse, les réunions se tiendront exclusivement par visioconférence.

7.3 Gestion et suivi du contrat

Dès la notification du marché, le Titulaire désigne un chef de projet qui sera l'interlocuteur unique du Pouvoir Adjudicateur.

Le Pouvoir Adjudicateur peut faire appel au responsable désigné pour toute question relative au suivi du marché ; il doit être en mesure de répondre efficacement à toute demande sur l'exécution technique des prestations dues au titre du présent marché ainsi que sur la facturation des prestations, la révision des prix, etc....

g Cette disposition ne remet pas en cause les éventuelles dispositions prévues au CCTP en matière de comitologie.

La liste de l'ensemble des interlocuteurs au niveau du Cnous et des Crous sera transmise au titulaire lors du démarrage du marché.

CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 Vérifications

Les prestations faisant l'objet du marché seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché, dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-TIC.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont celles qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

8.2 Vérification qualitative

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG TIC.

Si les prestations ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande verbale ou écrite, qui toutefois peut accepter les fournitures avec réfaction de prix.

8.3 Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 34.1 du CCAG-TIC par le pouvoir adjudicateur.

8.4 Garantie

Par dérogation à l'article 36 du CCAG-TIC, il n'est pas prévu de période de garantie.

9. **REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)**

Dans le cadre de ce marché, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions de la loi informatique et libertés et le règlement RGPD (règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016) en les appliquant à l'exécution du présent marché. Il doit aussi suivre les recommandations de la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) et des institutions européennes.

Le Crous reste propriétaire des données, le Titulaire ne pourra pas en faire un usage autre que l'utilisation strictement inscrite dans les prestations découlant de l'objet du marché. Si le Pouvoir adjudicateur demande la destruction des données, le Titulaire fournira un certificat de destruction totale et intégrale des données personnelles obtenues dans le cadre du présent marché.

La finalité principale du traitement vise à la fourniture d'un outil de traitement des candidatures.

Le sous-traitant agit pour le compte du responsable du traitement ce qui implique qu'il devra se conformer aux directives et orientations de ce dernier relatives au traitement.

Des sous-finalités peuvent être ajoutées à condition d'être compatibles avec la finalité principale.

9.1 Obligations du sous-traitant

Le sous-traitant s'engage à respecter toutes les obligations incombant au sous-traitant prévues à l'article 28 du RGPD, notamment à :

- Traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalité(s) définies dans le cadre du marché et aux conditions du présent marché décrites au 1 de l'annexe RGPD du présent marché (au présent Cahier des clauses administratives particulières) ;
- Prendre les mesures nécessaires pour garantir la confidentialité et l'accès encadré aux données ;
- Ne recourir à un sous-traitant ultérieur qu'après l'autorisation écrite et spécifique du responsable de traitement et dans les conditions décrites au 2 de l'annexe RGPD ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut

9.2 Droits de la personne concernée

Les Parties au marché s'engagent à respecter minutieusement les dispositions du Chapitre III du RGPD traitant notamment du droit d'information des personnes concernées et de l'exercice de leurs droits.

9.3 Entraide des Parties

Les Parties au marché s'engagent à s'aider, notamment par l'échange dans les meilleurs délais de toutes les informations relatives à :

- un risque, une tentative de violation ou une violation avérée des données à caractère personnel ;
- la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

9.4 Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes prévues par l'article 32 du RGPD et ne faire aucune copie des documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel qui lui sont confiées, autrement que dans le strict cadre de l'exécution du marché ;

Prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques relatifs aux informations à caractère personnel.

9.5 Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

9.6 Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant les informations listées dans l'article 30 du RGPD et au 3 de l'Annexe RGPD.

9.7 Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits. Le Cnous se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

9.8 Durée

Le traitement est prévu pour la durée du marché.

PRIX

10.1 Nature et contenu des prix

Les prix du marché sont traités à prix unitaires, sur la base du BPU annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents à l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation.

10.2 Variation des prix

A compter de la deuxième année du marché, les prix du marché sont révisables chaque année à la date d'échéance du présent marché par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) \times [0,15 + 0,85 \times \text{SYNTEC}(n)/\text{SYNTEC}(o)]$$

Dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi aux conditions économiques suivantes : 10 jours calendaires préalables à la date limite de remise des offres.
- SYNTEC (n) est la dernière valeur de l'indice publiée à la date de révision ;
- SYNTEC (o) est la valeur de l'indice de référence correspondant à la valeur du dernier indice connu au M0 correspondant à 10 jours calendaires préalables à la date limite de remise des offres.

L'indice utilisé est le suivant : syndicat des sociétés d'ingénierie, de services informatiques, d'études et de conseil, de formation professionnelle – Base 10 en janvier 1961 (parution mensuelle). L'indice est publié sur le site Le Moniteur.

Le coefficient de révision comporte **trois décimales**.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-TIC, le coefficient est arrondi de la façon suivante :

- au millième inférieur si la troisième décimale est strictement inférieure à 5
- au millième supérieur si la troisième décimale est égale ou supérieure à 5.

La demande de révision est à la charge exclusive du Titulaire, qui dispose d'un délai de deux mois maximum après la date anniversaire pour faire parvenir sa proposition de révision, par voie électronique ou postale au Cnous (Département de la Commande Publique). Passé ce délai, aucune révision ne pourra être appliquée pour l'année concernée. Les prix révisés s'appliquent à compter de l'acceptation des prix révisés par le Cnous. Dans le silence du Cnous dans un délai de 30 jours ouvrés suivant l'envoi, la révision est réputée être acceptée.

AVANCE

Une avance est accordée au titulaire dans les conditions prévues à l'article R.2191-3 du code de la Commande Publique.

11.

Si le titulaire n'a pas renoncé à l'avance, celle-ci ne lui est due que pour les bons de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € H.T. et dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance est calculé de la manière suivante :

- si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à 2 mois et inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant TTC du bon de commande en cause ;
- si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance s'élève à 5 % de la somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisée par la durée du bon de commande exprimée en mois ;
- si le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code, ce montant est porté à 10%.

12.

MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION

Les prestations donnent lieu à l'émission d'un bon de commande par le Pouvoir Adjudicateur concerné (Cnous ou Crous) dans lequel sont définis les délais et modalités d'exécution. Le paiement intervient après émission du service fait.

12.1 Modalités de paiement

Lorsque le Titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement après contrôle de la facture et émission du service fait.

Depuis le 1er janvier 2020 le dépôt de la facture est obligatoire pour l'ensemble des entreprises travaillant avec l'Etat. Aussi toute facture qui n'aura pas fait l'objet d'un dépôt sur le portail Chorus Pro sera réputée non reçue par l'administration et ne pourra donner lieu à une demande d'intérêts moratoires pour défaut de paiement dans le cadre du DGP.

Les factures doivent être envoyées à l'adresse suivante : sur le portail ChorusPro sous forme dématérialisé (PDF ou saisie directe sur Chorus) : <https://Chorus-pro.gouv.fr> .

Conformément à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, la facture électronique doit comporter outre les mentions légales les éléments suivants :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ainsi que le numéro de marché ou de contrat ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires
- 12° Les livrables attendus le cas échéant ;
- 13° La référence au devis / au BPU / à la DPGF le cas échéant ;
- 14° La révision appliquée le cas échéant.

Les services émetteurs de commandes peuvent indiquer leurs codes de facturation Chorus sur leurs bons de commandes.

12.2 Régime et délais de paiements

Le paiement s'effectue dans les conditions prévues à l'article R.2192-12 à R.2192-24 du Code de la Commande Publique.

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R 2191-26 du Code de la commande publique.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R 2192-10 du Code de la commande publique.

12.3 Intérêts moratoires

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE

Conformément aux dispositions de la loi 2021-1109 du 24 août 2021 le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

13. Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme. Ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers. Le pouvoir adjudicateur est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements. Le Pouvoir Adjudicateur peut demander au Titulaire, à tout moment de l'exécution du marché, un point sur les mesures prises en œuvre et les modalités de contrôle afférentes ; le Titulaire doit répondre dans un délai de 7 jours ouvrés. Dans le cas contraire, il s'expose aux pénalités détaillées à l'article 14.1 du présent document.

PENALITES

14. Ces pénalités sont, par principe, appliquées par précompte sur les sommes dues au Titulaire. En cas d'impossibilité d'application desdites pénalités lors du mandatement, les pénalités font l'objet d'un titre de recette adressé au Titulaire.

Toutes les infractions sont constatées par le Pouvoir adjudicateur ou tout contrôleur désigné par celui-ci, qui tient lieu d'unique formalisme pour appliquer les pénalités correspondantes.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

14.1 Pénalités de retard dans la transmission de document

Lorsque le délai contractuel de livraison d'un livrable, éventuellement assorti d'une prolongation de délai, est dépassé, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité, dès le lendemain du jour où le délai contractuel est expiré. Les délais sont rappelés dans le déroulé du CCTP.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, la pénalité est forfaitaire, elle s'élève à 100 € par jour ouvré de retard dans la remise du ou des rapports attendus.

Cette pénalité s'applique pour toute demande de document propre au suivi de l'exécution du marché.

14.2 Pénalités de retard dans le fonctionnement de l'outil mis à disposition

14.2.1 Pénalité de retard pour la mise en œuvre de l'outil

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG TIC, lorsque le délai contractuel de mise en service est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour ouvré de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 150,00 €.

14.2.2 Pénalités pour non-respect du délai d'assistance fonctionnelle

Dans le cadre de l'assistance fonctionnelle, une réponse doit être fournie par le titulaire sous un délai de 3 jours ouvrés.

En cas de dépassement du délai, une pénalité de 50 € sera appliquée par jour ouvré de retard.

14.2.3 Pénalités pour non-respect des délais

Ces indicateurs de qualité de service sont décrits à l'article 6.2 du CCTP.

En cas de dépassements des délais pour les dysfonctionnements bloquants, une pénalité de 150 € sera appliquée par jour ouvré de retard.

14.3 Pénalités pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées par les organismes au Titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre du marché est égal à 500 € H.T. L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

15. NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES

Le Titulaire doit notifier à l'établissement de crédit ou à la société d'affacturage bénéficiaire de la cession, de l'affacturage ou du nantissement de créance, l'adresse de l'agent comptable chargé du paiement.

16.

RESILIATION

En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou insatisfaisante des prestations par le Titulaire, le Crous peut décider de mettre fin au présent marché sans indemnités.

Cette décision de résiliation ne peut intervenir qu'après mise en demeure restée infructueuse adressée au Titulaire l'informant de la sanction envisagée et l'invitant à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Dans tous les autres cas, la résiliation du marché peut être prononcée à tout moment par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues aux articles 47 à 54 inclus du CCAG-TIC.

Par ailleurs, conformément à l'article 83 de la loi n°2013-1203 du 23 décembre 2013, en cas de travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur, informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du Titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code de travail, doit lui enjoindre aussitôt de faire cesser sans délai cette situation. Le Titulaire ainsi mis en demeure apporte au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux (2) mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

À défaut, le marché peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

LITIGES

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG-TIC. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le Crous ou le Crous concerné.

17.

DEROGATIONS AU CCAG-TIC

18. Les articles du présent CCAP dérogent aux articles CCAG-TIC sont les suivants :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-TIC
<u>4.</u>	<u>4.1 et 4.2.1</u>
<u>8.1.4</u>	<u>36</u>
<u>10.2</u>	<u>10.2.3</u>
<u>14</u>	<u>14.1.3</u>
<u>14.1</u>	<u>14.1.1</u>
<u>14.2.1</u>	<u>14.1.1</u>